

Débat : Après le classement de Shanghai, penser d'autres modèles d'excellence scientifique

Publié: 25 septembre 2022, 17:41 CEST

Marion Paoletti

Professeure de Science politique, Université de Bordeaux



L'invitation lancée en avril 2022 par le président chinois aux universités de son pays de quitter, près de 20 ans après son invention, le classement de Shanghai constitue un moment charnière. Shutterstock

Ninon Junca, cheffe de projet RESET au sein de l'Université de Bordeaux, a participé à la rédaction de cet article avec Marion Paoletti.

Si elle ne manque pas d'ironie, l'invitation lancée en avril 2022 par le président chinois aux universités de son pays de quitter, près de 20 ans après son invention, le classement de Shanghai constitue peut-être un moment charnière pour promouvoir d'autres modèles de classement des institutions d'enseignement supérieur.

L'Union européenne paraît particulièrement bien armée pour proposer des critères de classement qui reposent sur d'autres valeurs propres et un modèle scientifique véritablement universel. Son action en la matière, ancienne, mais peut-être trop discrète jusqu'à présent compte tenu de la puissance du modèle de Shanghai, mérite sans doute d'être mieux affirmée au moment où celui-ci est un peu déstabilisé.

Un moment propice pour la réflexion

Rendu public à l'été 2003, le premier classement international des universités a eu un impact majeur sur le secteur académique mondial et ses agents. Pensé au départ pour permettre aux universités chinoises de se moderniser en s'alignant sur les standards américains de mesure de la productivité scientifique (nombre de publications, de citations, de prix scientifiques, etc.), ce classement a très vite gagné en visibilité à l'international et exacerbé la concurrence entre établissements d'un continent à l'autre. Chaque université dans le monde veut renforcer son positionnement pour obtenir davantage de financements et attirer les meilleurs étudiants et chercheurs.

L'impact en France a été particulièrement important, coïncidant avec l'abandon d'un discours égalitaire entre chercheurs et établissements. Certes, la compétition sur le marché académique n'est pas que capitaliste, et elle n'est pas due pas qu'aux seuls effets des classements mais aussi à la diffusion du Nouveau Management Public (NMP), doctrine de réforme de l'État à l'œuvre dans tous les secteurs publics depuis les années 1990 et contribuant à la mise en concurrence des agents, des services, des administrations.

Conjuguant leurs logiques et effets, classement et Nouveau Management Public ont bouleversé les politiques universitaires. La compétition commence à l'intérieur des établissements, elle s'élargit au niveau national à travers les nouvelles agences de l'État chargées de l'évaluation des structures académiques (HCERES) ou des projets de recherche financés (ANR, appels nationaux lancés par l'État) et elle se joue aussi sur la scène européenne et mondiale.

À lire aussi : Classements d'universités : des enjeux géopolitiques sous-estimés ?

Au niveau des établissements, la politique de fusion, dans le but premier de progresser dans le classement grâce à un effet de masse, est majeure en France, au premier rang des pays européens par le nombre de fusions réalisées entre 2000 et 2015. Au niveau des individus, la mesure de la performance s'effectue principalement à travers deux critères : la quantification des publications et l'internationalisation.

[Plus de 80 000 lecteurs font confiance à la newsletter de The Conversation pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. Abonnez-vous aujourd'hui]

L'annonce de la part de la Chine d'un repli sur un modèle national constitue un moment propice pour la réflexion, incitant à se pencher sur les projets de transformation commune des établissements que l'Union européenne finance de longue date, dans un sens favorable à l'égalité des carrières et à l'équité. C'est notamment le cas du projet RESET (Redesigning Equality and Scientific Excellence Together) que l'université de Bordeaux coordonne et qui associe les universités de Porto, Thessalonique, Lodz, Oulou, Ruhr-Bochum et Sciences Po.

Dans le cadre de ce projet ont été menées en 2021 dans les établissements partenaires des enquêtes quantitatives sur les inégalités de carrière, et des enquêtes qualitatives sur la perception de l'excellence scientifique par les agents chargés de la mettre en œuvre. Leurs résultats amènent à interroger le modèle scientifique promu par l'université de Shanghai et à questionner la notion d'excellence scientifique à l'aune de la notion d'équité. Le constat a fondé l'engagement commun, rendu public en juin 2022, des sept présidents d'universités européennes concernées en faveur d'une excellence scientifique inclusive, tenant compte des inégalités qui traversent les institutions académiques.

Des critères aveugles aux inégalités de genre

L'excellence peut être définie comme ce qui présente « des caractéristiques exceptionnelles ». Quand l'exception devient la norme, la notion perd de sa pertinence pour les agents chargés de la mettre en œuvre. Les données qualitatives recueillies dans le projet RESET, à travers plusieurs focus groups dans quatre universités (Bordeaux, Lodz, Porto, Thessalonique) au printemps 2021 et composés de manière homogène de chercheurs, d'enseignants, de personnels administratifs et de membres de l'équipe de gouvernance, signalent, au-delà des différences liées au contextes nationaux, l'ambivalence partagée de la notion.

Pour la majorité des personnes, l'excellence scientifique est une notion qui devrait être positive et constitue parfois un puissant moteur individuel. Elle se trouve aussi associée aux idées de pression et de surcharge de travail. Un élément a été souligné en particulier par les personnels administratifs : le manque de reconnaissance de leur participation, notamment dans les services de soutien à la recherche.

À lire aussi : Pourquoi l'égalité entre les sexes n'efface-t-elle pas les ségrégations dans les filières scientifiques ?

Les participants aux groupes de discussion ont également souligné la difficulté à concilier vies et environnements personnels et professionnels pour atteindre l'excellence. La « recherche constante de l'excellence » semble lui faire perdre son sens. L'« excellence » a perdu sa partie « supra » et s'est transformée en un élément « normal » et parfois « insensé ». Par ailleurs, la pression liée au nombre de publications est perçue par les chercheurs comme une menace pour la qualité de leurs résultats de recherche. La notion d'excellence scientifique associée aux publications paraît étroite par rapport à l'étendue des tâches à l'université, elle n'intègre pas l'activité pédagogique ou administrative : il faudrait plutôt parler d'excellence académique.

Quel que soit le marché du travail académique en Europe, les mêmes inégalités genrées sont à l'œuvre. Shutterstock

La notion est par ailleurs associée dans la littérature à celle de méritocratie que le principe de sélection est supposé garantir. Or l'objectivité des critères quantitatifs de mesure de la productivité scientifique demeure aveugle aux inégalités sociales que l'université enregistre et reproduit, au risque d'une association peu convaincante des termes « excellence » et « mérite ». Les données sur les inégalités sexuées dans le milieu académique sont bien renseignées, à tous les niveaux (établissements, États, Union européenne). Celles, inédites, produites dans le cadre de RESET, montrent la persistance d'injustices liées au genre, en particulier dans les carrières scientifiques, moins dans les carrières administratives.

Quel que soit le marché du travail académique en Europe, les mêmes inégalités genrées sont à l'œuvre, avec sensiblement la même répartition sexuée à toutes les étapes de la carrière. Alors que les femmes réussissent mieux leurs études universitaires et sont nettement majoritaires en master, elles ne sont plus en 2018 que 48 % en doctorat au sein de l'UE (43 % en France), 42 % au niveau Maître de conférences, et 26 % au niveau professeur des universités. Six présidents d'universités sur sept au sein de l'UE sont des hommes.

Redéfinir le mérite

Les causes de ces inégalités sont désormais bien renseignées. On sait aussi quelles sont les politiques à mettre en œuvre pour les résorber de manière transversale, en ouvrant la boîte noire des recrutements et des promotions, de la production et du transfert des connaissances. Associées, dans une perspective intersectionnelle, à la lutte contre les discriminations, ces politiques tendent à rendre effective l'égalité de capacité à être reconnu excellent et excellente.

La prise en compte de l'égalité et de la diversité comme critère de classement semble devoir trouver facilement sa place dans un modèle européen, sans laisser l'initiative comme aujourd'hui à des groupes privés.

Cette redéfinition du mérite dans l'excellence scientifique pourrait d'autant plus amener à faire évoluer les critères à l'œuvre depuis 2003 qu'elle est associée à d'autres politiques dont les effets peuvent aller dans le même sens :

- une attention aux impacts sociaux des recherches dans leur évaluation – ce que porte particulièrement en matière d'égalité des sexes le Gender Impact Assessment ;
- une réflexion en cours sur l'empreinte environnementale des universités et des activités de recherche, conformément aux objectifs de développement durable de l'ONU ;
- un modèle de science ouverte, qui pourrait à terme déboucher sur une évaluation plus qualitative des recherches.

Le moment est sûrement venu d'intégrer l'ensemble de ces évolutions pour lesquelles l'UE œuvre à bas bruit depuis longtemps pour diffuser un nouveau classement des universités.